



# Grève le 10 décembre

**Le projet de budget 2002 ne répond pas aux besoins du service public, y compris dans l'Education nationale.**

La CGT regrette que les choix du budget ne tiennent pas compte du contexte de remontée du chômage et du ralentissement de la croissance. Le gouvernement continue de privilégier des baisses d'impôts pour les entreprises et son objectif de réduction du déficit budgétaire. Il sacrifie la plupart des postes de dépenses du budget de l'Etat. Ceux-ci sont passés de 21,5 % du PIB en 1978 à 20,4 % en 2000.

Le ministre de la Fonction publique, Michel Sapin, vient de déclarer : « *Il serait déraisonnable de remplacer chaque départ à la retraite dans les dix ans qui viennent...* ».

Loin de favoriser clairement les missions de service public, le gouvernement poursuit une politique de déréglementation de l'appareil d'Etat. Ce choix entraîne inévitablement des conséquences négatives sur l'emploi et la reconnaissance des qualifications.

► Les **emplois précaires** perdurent comme variable d'ajustement mais aussi comme moyens structurels. Les maîtres auxiliaires, contractuels vacataires, aides-éducateurs, CES, CEC, ... n'ont toujours pas de perspectives de titularisation et d'emplois stables rémunérés à leur juste niveau et auxquels ils pourraient pourtant prétendre.

► La **réduction du temps de travail** s'installe dans plusieurs ministères, **sans création d'emploi**, avec des

difficultés, y compris dans l'Education nationale pour les IATOS.

Concernant les personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation et de direction, nous assistons à un **refus gouvernemental d'attribution de la RTT**.

Tout ceci entraîne, par ailleurs, une dégradation des **conditions de travail**. Les gestions managériales viennent amplifier la mal-vie au travail créant une forme de violence supplémentaire.

► Les menaces sur les **retraites** sont de plus en plus précises pour la Fonction publique.

► Enfin, le **pouvoir d'achat** est en baisse, les **rémunérations** sont déconnectées des qualifications et il faudrait réviser l'ensemble des grilles de salaires.

## **L'offensive contre l'emploi public est sans ambiguïté**

A travers celle-ci, c'est le service public et le service aux usagers, c'est-à-dire toute une conception de la société qui est remise en cause.

La CGT n'entend pas laisser se développer de telles dérives et appelle à amplifier les luttes afin que soient dégagés les moyens permettant de répondre aux besoins des usagers, de la population, du pays.

D'ores et déjà, les personnels sont dans l'action dans de très nombreux secteurs : ministères, services, hôpitaux, collectivités, ...

## **L'UGFF-CGT est engagée dans un processus d'action du 10 au 14 décembre.**

Pour toute la CGT et pour l'UNSEN-CGT Educ'action, nous recherchons la mobilisation la plus unitaire, sans exclusive, sur les modalités.

La FSU appelle à la grève le 10 décembre.

Ce contexte a amené la commission exécutive de l'UNSEN-CGT du 16 novembre, à appeler à la grève le 10 décembre.

**La CEx appelle à la recherche des convergences d'actions unitaires pour toute la période dans les établissements, les départements et les régions.**

# Tous ensemble dans l'action.